

BRISER LE SILENCE

Prévenir l'abus et l'exploitation sexuels des enfants
dans l'enceinte et autour des écoles en Afrique



Apprendre
sans peur.



Introduction

L'accès à l'éducation est un droit fondamental pour tous les enfants et un moteur important du développement de n'importe quel pays. De plus en plus d'études montrent que, pour nombre d'enfants, le prix à payer pour aller à l'école compromet leur droit à l'éducation ainsi que leur intégrité physique et leur bien-être psychologique.

En Afrique, l'exploitation et les abus sexuels dans l'enceinte et autour des écoles posent un problème grave et urgent en particulier pour les filles. Des schémas d'abus sexuels existent à l'intérieur des établissements. Ils sont dissimulés par un ensemble de valeurs et de pratiques culturelles à l'égard des enfants. Il est temps de briser le silence sur l'exploitation et les abus sexuels en milieu scolaire.

Ce document donne une vue d'ensemble des différentes formes d'exploitation et abus sexuels dans l'enceinte et autour des écoles. Il recommande des actions prioritaires en direction des enfants, des familles, des agences d'aides et des gouvernements pour aider à débarrasser l'Afrique d'un obstacle majeur aux droits des enfants à la protection, à l'éducation et à la non-discrimination tels que définis dans la Convention des Droits de l'Enfant et dans la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'Enfant.

L'exploitation et les abus sexuels dans l'enceinte et autour des écoles posent un problème grave et urgent qui nécessite une plus grande attention en matière de politiques.

BRISER LE SILENCE

Qu'est-ce que l'exploitation sexuelle à l'école ?

L'exploitation et les abus sexuels à l'école sont notamment le fait pour un adulte de traiter un enfant comme un objet sexuel ou commercial en échange d'une rétribution en nature ou en espèces versée à l'enfant lui-même ou à une tierce partie. Dans le contexte scolaire, cela comprend les abus sexuels en échange de bonnes notes et le sexe transactionnel où la victime est forcée à fournir des services sexuels ou une activité sexuelle en échange de certains avantages comme les frais scolaires ou du matériel éducatif. Le taux de prévalence de l'exploitation et des abus sexuels dans l'enceinte et autour des écoles est renforcé par la pression sociale sur les enfants. Ils se sentent obligés – souvent avec l'accord tacite des familles - d'entrer à l'école par tous les moyens nécessaires et de concurrencer les autres élèves pour des notes qui leur permettraient d'accéder à une classe supérieure



Formes des abus et exploitations sexuels

Dans le contexte scolaire africain, l'expérience des enfants en matière de violence sexuelle est fortement liée au genre. Dans une très large majorité, les victimes de ces violences sont les élèves filles. Les auteurs de ces violences sont les élèves garçons, le personnel scolaire et les autres personnes à même de fournir des ressources ou autres faveurs financières.

L'exploitation et les abus sexuels dans l'enceinte et autour des écoles peuvent inclure le fait que :

- des élèves monnaient leurs faveurs sexuelles aux autorités scolaires ou à d'autres personnes en échange d'une réduction des frais de scolarité ou de fournitures scolaires.
- Des élèves garçons agissent comme proxénètes auprès des enseignants en échange d'une réduction de leurs frais de scolarité.
- Des enseignants offrent de bonnes « notes sexuellement transmissibles » à leurs élèves filles en échange de leurs faveurs sexuelles.
- Des filles, sous prétexte de cours supplémentaires ou de travaux ménagers chez leurs enseignants, y soient attirées pour être abusées sexuellement .

De nombreuses études ont analysé la nature des abus et des violences sexuelles à l'école mais rares sont les études qui ont mis l'accent sur la nature exploitrice de ces violences.

BRISER LE SILENCE



L'ampleur du problème en Afrique

En Afrique, la pauvreté, le VIH Sida et les migrations familiales ont engendré une instabilité économique et sociale qui favorise les abus contre les enfants. La combinaison d'une « culture du silence » et du statut inférieur des femmes donne aux enseignants et au personnel scolaire, souvent mal payés et loin de chez eux, l'opportunité de profiter sexuellement des élèves en toute impunité.

Si l'étendue réelle de ce problème en Afrique reste mal connue, les recherches menées par Plan et par ses partenaires ont révélé des niveaux alarmants d'abus et d'exploitation sexuelle dans l'enceinte et autour des écoles. Ces recherches ont également mis en lumière le lien entre cette forme de violence et l'abandon scolaire qui met à mal les efforts consentis par les gouvernements nationaux pour donner une éducation à tous les enfants. L'exploitation sexuelle à l'école a pour effet induit une crise de confiance dans le système éducatif chez les élèves.

Suite à un sondage mené récemment par Plan auprès des élèves du secondaire, aucun des élèves interviewés ne croit que les notes attribuées à la fin de l'année reflètent la qualité de leur travail à l'école. Ils pensent plutôt que c'est le résultat du sexe transactionnel ou d'une discrimination liée au genre.

BRISER LE SILENCE

Du fait des relations de genre dans les domiciles, les filles et les femmes s'attendent à être l'objet de violences notamment sexuelles.



Liens avec les autres formes de violence

Les violences contre les enfants y compris les violences sexuelles trouvent souvent leurs origines à l'intérieur même des familles et des domiciles. Les circonstances familiales peuvent s'étendre dans l'environnement scolaire.

Les dynamiques culturelles en Afrique introduisent l'autoritarisme et les structures hiérarchiques dans le cadre scolaire et rendent ainsi quelque peu légitime la violence comme un moyen acceptable de maintenir la discipline.

Les pratiques largement répandues des châtiments corporels en Afrique ouvre la voie à des formes plus sérieuses d'abus. En conséquence, les enfants qui abandonnent l'école pour échapper à des violences reçoivent peu de soutien et se mettent – ironiquement – dans une position où le risque d'être victime de la traite ou d'autres formes d'exploitation et d'abus est plus élevé.

Les élèves et étudiants victimes de violence peuvent ne pas signaler ces cas de violence à cause du sentiment de honte ou parce qu'ils acceptent implicitement le code de silence établi depuis longtemps.

Le point de vue des enfants

Un recueil de faits concordants conduit à penser que les filles en âge d'aller à l'école, par exemple en Afrique de l'Ouest, ont une attitude étonnamment décomplexée vis-à-vis du sexe transactionnel avec leurs enseignants.

Beaucoup d'entre elles voient leurs corps comme un capital économique et s'habillent et se comportent d'une façon provocante avec l'intention de fournir du sexe en échange de faveurs. Elles participent ainsi à une justification de ces pratiques par et pour le personnel scolaire.

L'émergence dans plusieurs pays d'un vocabulaire humoristique décrivant les interactions sexuelles entre enseignants et élèves témoigne de l'importance de ces pratiques :

- « Prime de brousse » et « prime de craie » sont des termes codés utilisés par les professeurs pour les compensations qu'ils obtiennent des étudiants.
- « BF », le nom d'un savon célèbre et dur à même de nettoyer de nombreux vêtements, est transformé en « Bordel Fatigue » pour évoquer l'expérience d'une fille impliquée dans des relations sexuelles multiples avec ses professeurs.
- « Africell » un jeu de mot d'après le nom d'un fournisseur de service téléphonique, un « appel gratuit (free sell) » fait référence à une fille se rendant en classe sans sous-vêtements pour titiller sexuellement ses professeurs.

Le rôle des enseignants, des parents, des élèves et des gouvernements

Des preuves indiquent que de nombreux étudiants en viennent à accepter les violences sexuelles comme un aspect inévitable du milieu scolaire. Les parents sans moyens et souvent peu éduqués ont tendance à laisser leurs enfants se débrouiller seuls pour aller à l'école et les moeurs culturelles participent au flou sur ce qui s'y passe réellement. Les enseignants peuvent abuser impunément des élèves en l'absence de système de référence comme des codes nationaux de conduite.

Les hommes politiques – qui détiennent le vrai pouvoir de mettre en place un système éducatif fiable – sont aussi influencés par les normes culturelles de leurs sociétés respectives et sont peu enclins de mécontenter d'importantes corporations comme les enseignants et l'administration scolaire en mettant en place une législation réformant le système scolaire afin de protéger les droits des enfants. Dans la course pour atteindre les objectifs de la déclaration du Millénaire, les politiques publiques privilégient l'accès massif à l'éducation sans tenir suffisamment compte de la nécessité d'améliorer la qualité de l'éducation. Les conséquences sont l'accroissement des nombres d'élèves en salle de classe sans une augmentation simultanée du nombre d'enseignants qualifiés et sans répondre aux déséquilibres liés au genre dans le corps professoral.

Du fait du silence relatif autour de la question des abus sexuels et des violences en milieu scolaire liées, il est urgent d'investir davantage dans l'obtention de données quantitatives en la matière.



Recommandations africaines

En réponse à ce problème, La conférence préparatoire panafricaine au Congrès Mondial sur L'Exploitation Sexuelle (Rio, 2008) a fait les recommandations suivantes :

- Améliorer les méthodes de collecte des données et leurs disséminations afin que les gouvernements et la communauté internationale puissent mieux comprendre l'étendue du problème.
- Encourager une plus grande coordination entre les administrations et entre les agences pour faciliter l'établissement de schémas nationaux pour les codes de conduite des professeurs et intégrer les services de protection de l'enfance afin de mieux les contrôler et les évaluer.
- Développer des stratégies pour contrer les impacts multidimensionnels des violences et abus sexuels en mettant particulièrement l'accent sur les liens entre l'exploitation sexuelle, les abus sur les enfants d'une part et la pauvreté et l'exclusion sociale dans les communautés d'autre part.

Recommandations de Plan

Meilleure coopération entre les partenaires au développement

Plan croit que pour répondre efficacement aux violences et abus sexuels la collaboration entre les administrations gouvernementales, les autorités scolaires, les ONG et le système des Nations Unies doit être améliorée.

Impliquer les familles et les communautés

Les recherches menées par Plan et ses partenaires indiquent qu'une approche globale est nécessaire pour répondre au problème des violences et abus sexuels liés au cadre scolaire. Il faut amener les familles et les communautés à identifier les liens entre la violence à l'école et en famille et considérer les violences scolaires comme des problèmes institutionnels aggravés par des facteurs sociaux interne et externe au cadre

Le plaidoyer pour les droits des enfants doit créer une mobilisation pour le changement de la part des gouvernements et des bailleurs pour porter des coups significatifs contre la violence dans les écoles africaines.

scolaire. Toutes les composantes doivent être pris en compte : l'attitude des parents, le système judiciaire inadapté et l'ensemble du personnel scolaire.

Renforcer les enfants

Des efforts sont nécessaires pour mettre les enfants en situation de s'opposer et de rendre compte des violences, pour permettre aux filles de mieux se considérer, pour encourager leur autonomie financière et limiter ainsi les

risques de sexe transactionnel. Pour éliminer les violences et les exploitations sexuelles dans les écoles, les enfants doivent devenir eux-mêmes des agents du changement.

Améliorer le cadre juridique

Au vue de l'étendue atteinte par le taux de scolarisation de l'éducation primaire universelle en Afrique, la lutte contre ces violences doit avoir une composante juridique importante même si elle est peu visible. Des efforts sont également nécessaires pour s'assurer que les violences et exploitations sexuelles dans le cadre scolaire sont bien prises en compte dans les études nationales sur les droits des enfants, les droits des femmes et la torture et pour étudier les cadres juridiques et les politiques nationales en fonction des standards internationaux et en fonction de leur adaptation sociale et de leur pertinence.

Les législations nationales doivent être votées et appliquées pour que toutes relations sexuelles entre élèves et professeurs soient interdites.

BRISER LE SILENCE

Références

1. Jones, Nicola and Espey, Jessica (2008) **Increasing visibility and promoting policy action to tackle sexual exploitation in and around schools in West Africa**. Overseas Development Institute, commissioned by Plan West Africa.
2. **Plan, Apprendre sans peur : Campagne mondiale pour en finir avec la violence à l'école** (2008). Plan Limited, Chobham House, Christchurch Way, Woking, Surrey, GU21 6JG.
3. **Les notes "sexuellement transmissibles" tuent la qualité de l'enseignement**, (2008) Integrated Regional Information Networks (IRIN) rapport, Dakar, 10 Octobre.
4. **Third Congress on the Sexual Exploitation of Children**, (2008) Dakar, Summary Report 22-23 September, 2008.
5. **Desk Review of Evidence about Violence within Educational Settings in West and Central Africa**, Sarah Castle and Violet Diallo, 2008 (rapport provisoire).

Novembre 2008

Plan Afrique de l'Ouest
www.plan-international.org

Auteurs: Richard Taylor,
Stefanie Conrad

Photos : Mark Read
Bruno Demeocq





Plan Afrique de l'Ouest

Amitié II, n° 4023

Dakar, Sénégal

Tél: 221 33 869 74 30

Fax: 221 33 860 29 51

www.plan-international.org